

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE MM. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ET MAHAMADOU ISSOUFOU, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER, SUR LES RELATIONS FRANCO-NIGÉRIENNES, L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET SUR LA SITUATION AU MALI, À PARIS LE 11 JUIN 2012.

11 JUNE 2012 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames, Messieurs,

J'ai reçu ce matin longuement, Monsieur ISSOUFOU, président du Niger qui est un ami, que je connaissais avant qu'il ne devienne président, qui lui-même me connaissait avant que je n'accède à la fonction qui est la mienne aujourd'hui et nous avons abordé les relations entre nos deux pays et aussi les questions qui intéressent la région et notamment le Sahel. Sur les principes qui nous guident, ils sont communs. Je les ai déjà présentés ici. La relation que la France entend avoir avec l'Afrique est fondée sur trois principes, c'est-à-dire d'abord le principe de démocratie de bonne gouvernance. Ensuite, le principe de développement de façon à ce que l'Afrique, continent de croissance, puisse elle-même se mettre dans l'indépendance, à tous égards, mais aussi dans la capacité, qui doit être la sienne, d'une croissance forte, qu'elle peut offrir à sa population, mais aussi offrir au monde. Je le répète souvent, c'est en Afrique que nous avons aujourd'hui les conditions de croissance les plus élevées et des investissements importants y sont réalisés. Et puis le troisième principe, c'est celui de la stabilité, de la sécurité. Avec le Niger donc nous sommes conscients de tous les efforts qui ont été menés depuis 2011 pour asseoir la démocratie et pour avoir une qualité de gouvernance, je veux en féliciter le président. Sur le développement, nous avons des relations qui nous sont permis d'aider, pas encore assez, le Niger, à la fois par l'Agence Française de Développement sur de grands projets, le barrage mais j'espère aussi sur les transports ferroviaires. Nous avons aussi une aide directe pour la sécurité alimentaire et pour la croissance au Niger et nous veillerons à ce qu'à partir d'une mission, nous puissions évaluer encore les besoins supplémentaires en aide budgétaire. Et nous avons aussi une présence d'AREVA au Niger qui a les ressources d'uranium que chacun connaît. Et nous veillerons à ce qu'elle puisse encore s'amplifier avec une retombée pour l'économie du Niger et une sécurité pour les travailleurs qui là-bas font une activité essentielle.

Et c'est là que j'arrive à la sécurité et à la stabilité. Nous avons besoin d'une Afrique qui règle ses conflits et il y en a eu ces dernières années, ces derniers mois. Et aussi une Afrique de l'Ouest qui ne soit pas déstabilisée de l'extérieur, ce qui s'est produit ces derniers mois, notamment au Mali. Et nous avons là encore avec le président ISSOUFOU, posé ce que devait être les principes pour éradiquer le terrorisme qui s'est installé. Premier principe, c'est que ce sont les Africains eux-mêmes qui doivent saisir le Conseil de sécurité s'ils pensent que c'est par cette voie là qu'une solution peut être trouvée. Nous appuierons toutes les initiatives qui seront prises par la CEDEAO et par l'Union africaine pour demander au Conseil de sécurité de poser les règles. D'abord, de pouvoir, et c'est essentiel, c'est même préalable d'avoir un Mali qui puisse retrouver des conditions constitutionnelles pour asseoir son autorité et enfin de pouvoir éradiquer des interventions extérieures qui ont déstabilisé le Mali. Sécurité, c'est aussi avoir des Etats qui soient respectés. Et donc la France y veillera, à sa place, mais dans le respect de ce que décideront les Africains et ce que pourra engager le Conseil de sécurité. Voilà le sens de notre relation aujourd'hui et voilà l'objet de nos discussions avec cette préoccupation qui a été une nouvelle fois ici réaffirmée c'est-à-dire permettre au Mali, voisin du Niger, de retrouver toutes les conditions de son intégrité territoriale.

MONSIEUR ISSOUFOU -- Le président HOLLANDE vient de le dire, nous avons échangé sur un certain nombre de questions. Je voudrais d'abord le remercier de m'avoir reçu assez rapidement. J'ai eu l'occasion de le féliciter à nouveau pour sa brillante élection à la présidence de la République française. Comme il l'a dit, nous avons abordé un certain nombre de sujets ainsi qu'un nombre de questions. D'abord j'ai insisté auprès de lui sur ce que peut apporter la France dans l'amélioration de la gouvernance politique et économique mondiale. La France est une puissance importante qui peut contribuer à ce que l'on ait un monde plus juste, à ce que l'on ait un monde plus humain. Nous avons

aussi abordé la relation entre la France et l'Afrique. J'ai insisté sur la nécessité de refonder ces relations, sur la nécessité de les décomplexer, sur la nécessité de soutenir la démocratie et les forces démocratiques en Afrique. J'ai insisté et également pour que ces relations soient au service des peuples, peuple français, peuple africain. Et enfin sur la question bilatérale, les relations bilatérales, nous avons fait le tour d'horizon des domaines de coopération, entre la France et le Niger, avec un accent particulier sur les questions de sécurité, comme vient de le dire le président, le Niger fait partie de cette zone sahélo saharienne qui est soumise à des menaces, menaces terroristes avec la présence de l'Aqmi dans la zone, menaces de trafiquants de drogue, etc...

Cette situation a été aggravée comme j'ai coutume de le dire par ce qui s'est passé en Libye. Libye qui n'est malheureusement pas encore stabilisée et cela a eu des répercussions sur le Mali avec des groupes armés qui sont venus s'implanter au Mali où existait déjà Aqmi. Et toutes ces forces conjuguées ont attaqué le Mali avec aussi la présence de mouvements séparatistes indépendantistes dans le Nord du Mali et j'ai fait part au président HOLLANDE de la solution que nous envisageons pour régler la double crise que vit aujourd'hui le Mali. La première crise a un rapport avec le coup d'Etat qui a perpétré au Mali et la deuxième crise, c'est cette attaque de mouvements armés dans le Nord du pays. J'ai demandé bien sûr le soutien de la France à la résolution que nous proposons de prendre au Conseil de sécurité des Nations Unies afin qu'une solution, y compris armée, puisse être mise en place au Mali. C'est la position définie par la CEDEAO et la CEDEAO a décidé effectivement cette saisine du Conseil de sécurité en vue d'envoyer y compris une force armée au Mali.

De manière générale, nous avons, comme je l'ai évoqué, abordé les questions de coopération entre nos deux pays. La France intervient dans des domaines divers qui sont prioritaires pour nous : le domaine de la gouvernance, le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, le domaine de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau et également le domaine de la mise en place des infrastructures. Le président a donné l'exemple du barrage de Kandadji. Il y a également le projet, le chemin de fer pour le Niger et enfin nous un secteur de coopération très important dans lequel nous sommes en rapport depuis des dizaines d'années, c'est le secteur d'exploitation d'uranium, qui est une ressource importante pour nos deux pays. Et enfin, il y a également le secteur de l'appui, de l'aide budgétaire. Par rapport à toutes ces questions que nous avons abordées, je crois qu'il y a une identité de vue entre le président HOLLANDE et moi. Du reste cela n'est pas étonnant, nous avons toujours partagé les mêmes valeurs. Il l'a dit, ce n'est pas d'aujourd'hui que nous nous connaissons, cela fait longtemps que nous nous connaissons, nous avons eu souvent l'occasion de nous rencontrer lors de réunions de l'Internationale Socialiste. Nous avons la même vision du monde, nous partageons les mêmes valeurs. Aujourd'hui que nous sommes au pouvoir, nous allons nous battre pour promouvoir ces valeurs, pour avoir comme je l'ai dit un monde plus juste, un monde plus humain.

LE PRESIDENT -- Merci Mahamadou. Je veux saisir cette occasion de ce point de presse pour témoigner la solidarité de la France au Niger qui a vu sept de ses soldats, casques bleus, être tués dans le cadre de l'opération qui est menée, ce qu'on appelle l'ONUCI en Côte d'Ivoire. Est-ce que vous avez des questions ?

QUESTION -- Monsieur le président, au-delà des positions de principe, vous avez dit que la France soutiendra la démocratie, la bonne gouvernance, le développement dans nos Etats africains, nous avons vu la France intervenir militairement en Côte d'Ivoire, militairement en Libye, le Niger se trouve aujourd'hui dans une situation inconfortable puisque tous les pays voisins, le Mali, le Nigéria au Sud, la Libye au Nord, sont menacés pour la poussée intégriste. Au-delà donc des prises de position, votre position alignée à la CEDEAO et à celle de l'Union africaine, est-ce que la France compte apporter un appui, je veux dire militairement, pour trouver une solution à ce problème ?

LE PRESIDENT - D'abord, je l'ai rappelé, la France au Conseil de sécurité soutiendra les projets de résolution qui seront présentés par les Africains eux-mêmes pour régler la question du Mali. Et c'est dans le cadre de cette résolution, que nous aurons à prendre nos responsabilités. Rien de plus, rien de moins, parce que nous sommes conscients que ce sont les Africains eux-mêmes qui doivent prendre l'initiative et qui doivent, si doit être envisagée une opération armée, l'organiser et faire appel aux concours extérieurs dans le cadre des Nations Unies.

QUESTION -- D'abord monsieur le président HOLLANDE, les otages français d'AREVA et de VINCI sont toujours en captivité. Votre prédécesseur Monsieur SARKOZY avait d'abord débuté sa stratégie par

toujours en captivité. Votre prédécesseur, monsieur SARROZ, avait d'abord débatté sa stratégie par des négociations puis après cela il avait continué par des opérations militaires, par rapport aux otages quelle sera votre stratégie, négociation, opération militaire ou peut être autre chose ? Une question qui s'adresse à vous deux, est-ce que selon vous, les actions d'Aqmi et les actions terroristes, notamment des prises d'otages, gênent le développement d'AREVA au Niger, notamment pour la mine d'Imouraren et est-ce que vous êtes satisfaits de la manière dont l'accord a été signé entre AREVA et le Niger tel qu'il est aujourd'hui ? Je vous remercie.

M. ISSOUFOU -- Effectivement, la question des otages est une question préoccupante pour nous. Vous savez que c'est une question très délicate. Nous cherchons à créer les conditions de leur libération. Des initiatives sont en cours, on espère pouvoir faire aboutir ces initiatives. Mais ce que je peux dire par rapport aux otages, c'est que, d'après les informations à notre disposition, ils sont vivants et en bonne santé. Et nous ferons tout en tout cas, pour les libérer vivants et en bonne santé.

Maintenant, par rapport aux accords entre le Niger et la France, à travers Areva, pour l'exportation de l'uranium, je pense que sur ce plan, là aussi, c'est une question qu'on a abordé dans notre entretien. Nous allons poursuivre cette coopération au niveau des deux pays, dans l'intérêt des deux peuples et dans l'intérêt des deux Etats, dans un esprit gagnant-gagnant, aussi bien pour la France que pour le Niger.

Mais je peux dire qu'à ce niveau, nos relations sont bonnes et bien sûr les relations ne doivent pas être figées, elles doivent évoluer de telle sorte que toutes les parties puissent avoir intérêt à ce qu'il y ait un partenariat équilibré entre les deux parties

LE PRESIDENT - Sur les otages, le président ISSOUFOU nous a dit, il l'avait déjà annoncé précédemment, que selon ses propres informations, les otages étaient aujourd'hui vivants, en bonne santé autant qu'il est possible de l'être quand il y a cette détention dans des conditions très difficiles. Nous sommes en relation avec les familles et j'ai une pensée pour elles : je sais l'épreuve que ça peut représenter, d'avoir un être cher qui est ainsi depuis de longs mois capturé. Je fais confiance aux autorités nigériennes pour agir de façon à ce qu'il y ait une libération la plus rapide possible de ces otages.

Ce qui nous amène au dispositif de sécurité autour d'Areva et d'une manière générale de nos ressortissants français. Nous y sommes maintenant très vigilants. Nous le demandons aux autorités du Niger mais aussi aux entreprises concernées, qui doivent faire tous les efforts indispensables pour que leur activité économique ne puisse pas être atteinte par des opérations justement venant de l'extérieur. Car elles viennent de l'extérieur.

Sur la relation entre Areva et le Niger, nous faisons en sorte qu'elle soit la meilleure possible et pour la mise en valeur, et pour la retombée financière en faveur du Niger. Il y aura des contacts qui seront pris entre les autorités du Niger et Areva et je souhaite que ce soit dans cet esprit-là que la relation non seulement puisse être conçue mais même développée.

Il y a cette mine d'Imouraren qui est prévue en exploitation en 2014. Si ça peut aller plus vite, nous y sommes favorables. Tout ce qui peut être fait pour le développement pour l'activité économique doit être réalisé dans les meilleurs délais.

Est-ce qu'il y a une autre question ? Les deux dernières, et c'est fini.

QUESTION -- Monsieur, ma question s'adresse au président HOLLANDE.

Vous avez inscrit le développement parmi les principes directeurs des rapports entre la France et l'Afrique. Le président ISSOUFOU que vous avez à côté de vous a été élu sur la base d'un ambitieux programme, et je ne sais pas s'il vous a parlé d'une initiative phare qu'il a, un programme phare : l'initiative 3N.

Je veux savoir quel sera l'apport de la France pour lui permettre de mettre en œuvre tout ce programme, jugé ambitieux ?

LE PRESIDENT -- Oui, je vous remercie pour votre question. Le président ISSOUFOU m'a parlé de ce programme 3N et nous sommes parfaitement conscients de son importance, de son utilité et donc nous y prendrons part sûrement avec une volonté d'augmenter notre aide par rapport à ce programme, qui est très important. Surtout avec les questions de pluviométrie, de vulnérabilité alimentaire, donc nous sommes tout à fait en faveur de ce programme qui est exemplaire. Et qui pourra d'ailleurs être reproduit ailleurs, d'autre façon.

Il y a eu au G8 une réunion entre les participants à ce sommet et les représentants de l'Afrique. C'est là qu'est venu le président du Bénin, le président de l'Union africaine. Et nous avons évoqué la possibilité d'améliorer encore les efforts que les pays les plus favorisés, les plus riches, peuvent faire par rapport à l'enjeu de la sécurité alimentaire.

Dernière question ?

QUESTION -- Bonjour, une question pour le président ISSOUFOU.

Vous avez évoqué la semaine dernière la présence de camps djihadistes, d'Afghans, de Pakistanais dans le nord du Mali. Je voulais savoir d'où venaient ces informations, à combien évaluez-vous le nombre de Djihadistes ? Et je voulais également savoir combien de temps vous vous donniez avant une résolution du Conseil de sécurité, avant une intervention, et est-ce que le Niger était prêt à intervenir seul ?

M. ISSOUFOU -- Effectivement j'avais dit il y a quelques jours à l'occasion d'une interview, qu'on a des indices qui permettent de dire qu'il y a une présence de Djihadistes afghans, pakistanais, en tout cas étrangers au Mali et qui entraîneraient des groupes terroristes, notamment qui entraîneraient des éléments de Boko Haram et d'autres éléments venus des pays de la sous-région.

Donc je confirme cette information que j'ai eu à donner il y a quelques jours. Et c'est pour cela que la situation est très préoccupante. Il s'agit donc au Nord Mali d'une menace, non seulement pour la sous-région mais pour le monde. Parce que moi j'ai coutume de dire que : « qui met la main sur l'Afrique met aussi la main sur l'Europe » et donc sur le monde. Donc c'est une menace internationale qui nécessite une réponse internationale. C'est pour cela que nous avons envisagé à travers la CEDEAO de soumettre cette question au Conseil de sécurité, afin que la solution puisse être envisagée, y compris l'intervention militaire que la CEDEAO est prête à mettre en place. Mais avec le soutien logistique, en particulier, de certaines puissances de la communauté internationale, la France, les Etats-Unis et d'autres puissances. Donc je confirme comme je viens de vous dire. C'est difficile de répondre à la question, on ne peut pas déterminer un délai, nous sommes en train de nous préparer. Maintenant le temps que cela prendra, je ne peux pas vous le dire.

QUESTION -- Je souhaitais savoir simplement si aujourd'hui vous privilégiez l'option militaire par rapport à la diplomatie, la diplomatie quasiment qui a échoué au niveau de la CEDEAO ?

M. ISSOUFOU -- Comme je l'ai dit toutes les options sont sur la table, on n'exclut rien. Bien sûr avant de recourir à la guerre, il faut toujours épuiser les autres possibilités. C'est cela d'ailleurs qui peut renforcer le caractère juste de la guerre, c'est qu'elle soit envisagée comme étant le dernier recours mais toutes les options sont sur la table si on peut trouver une solution négociée tant mieux mais si on ne peut pas trouver une solution négociée, nous sommes obligés de recourir à la guerre avec pour objectif de restaurer la démocratie au Mali et de restaurer l'intégrité territoriale du Mali parce que nous ne pouvons pas accepter que l'Afrique continue à être divisée. Déjà nous avons trop de frontières en Afrique, il n'est pas nécessaire de créer des frontières supplémentaires en Afrique et si jamais on doit sortir des frontières que l'on a héritées de la colonisation, vaut mieux en sortir par le haut et non pas en créant d'autres frontières. Vaut mieux sortir par le haut par l'intégration, c'est cela notre option et je l'ai dit d'ailleurs au président, il y a eu malheureusement des précédents que je ne veux pas rappeler ici mais nous devons tout faire pour arrêter cette tendance à la balkanisation de notre continent.

LE PRESIDENT -- Je réponds à votre question et aussi à la précédente. Il y a une menace d'installation de groupes terroristes au Nord Mali. Il ne s'agit pas d'un mouvement de libération, il y a une intervention extérieure qui déstabilise un pays, le Mali et qui installe des groupes dont la vocation est une intervention qui va bien au-delà du Mali, en Afrique et peut-être au-delà. Donc cette menace, elle existe. C'est aux Africains de la conjurer, à eux de décider la CEDEAO en est à la fois l'instrument juridique et l'instrument éventuellement militaire, aux Africains de saisir le Conseil de Sécurité. Nous nous appuyerons. La résolution qui sera présentée par la CEDEAO, appuyée je n'en doute pas par l'Union africaine. Ensuite, si une intervention est décidée, c'est aux Africains de la mener. La France comme d'autres puissances se mettant au service des Nations unies.

Voilà, Mesdames Messieurs peut-être une dernière question si elle est sur ce sujet.

QUESTION -- Il y a un homme qui est très préoccupé par la situation au Mali, c'est Dioncounda TRAORE, président de la transition au Mali, agressé le 21 mai dernier. Question pour les deux : est-ce

que vous l'avez rencontré M. HOLLANDE et M. ISSOUFOU, est-ce que vous comptez le rencontrer puisque j'imagine qu'il va être associé à une éventuelle intervention dans le nord Mali ?

M. ISSOUFOU -- Oui, bien sûr, je compte rencontrer Dioncounda TRAORE à l'occasion de mon séjour à Paris et nous sommes vous le savez bien très solidaires avec le président Dioncounda, nous avons condamné l'agression dont il a été victime et au niveau de la CEDEAO, nous prenons des dispositions pour protéger les organes de la transition mises en place au Mali et j'espère que très bientôt les conditions seront réunies pour le retour du président Dioncounda TRAORE à Bamako.

LE PRESIDENT -- Nous, nous l'avons accueilli, il avait été agressé bien plus gravement qu'il n'avait été dit. Il retournera au Mali à condition, là encore, qu'il puisse le faire avec toutes les précautions pour sa propre sécurité. Il est aujourd'hui le président légitime. Il est nécessaire d'assurer l'ordre constitutionnel au Mali. Là encore, c'est le devoir des Africains de le rappeler.

Merci